



Action Sociale - Budget 2027 :

L'UNSa Justice exige un budget à la hauteur !

Depuis 2018, le budget de l'Action Sociale du ministère de la Justice a connu une progression favorable, mais cette évolution intervient dans un contexte où le coût de la vie augmente massivement et où l'Action Sociale interministérielle a, elle, subi une diminution drastique de ses financements.

Pour **l'UNSa Justice**, il est désormais indispensable de franchir une nouvelle étape sur le budget de l'action sociale 2027 qui doit connaître une augmentation significative afin de préserver et d'améliorer concrètement les conditions de vie des agents et de leurs familles.

L'UNSa Justice demande la poursuite des réservations de logements sociaux dans les zones tendues, l'optimisation du parc de logements temporaires et le développement du logement intermédiaire. L'objectif doit être de disposer d'une offre conséquente pour accompagner les primo-affectations, les mobilités et les changements de situation familiale.

L'UNSa Justice exige également la modernisation du pilotage du parc de logements sociaux avec la mise en place d'outils numériques permettant de mieux connaître les disponibilités et de faciliter l'accès des agents aux logements.

Enfin, le prêt bonifié immobilier (PBIMJ) doit être profondément repensé afin de faciliter l'accession à la propriété, notamment pour les primo-accédants.

Pour **l'UNSa Justice**, l'accès à des solutions de garde adaptée est indispensable à la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle. Elles constituent également un levier concret de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'UNSa Justice revendique donc que le budget 2027 intègre une progression des crédits consacrés à la petite enfance, avec une progression des places de crèche, et le développement des financements permettant de réduire leur coût avec une augmentation du montant des aides **CESU Horaires Atypiques et du CESU Périscolaire**.

L'UNSa Justice exige par ailleurs, le retour au périmètre universel du CESU garde d'enfants 0-6 ans.

Concernant la restauration administrative, elle doit rester accessible, de qualitative et proche des lieux de travail. La progression des crédits doit être poursuivie pour faire face à l'augmentation des coûts alimentaires et absolument éviter d'impacter le prix payé par les agents.

L'UNSa Justice rappelle qu'elle a soutenu sans réserve la révision des plafonds de reste à charge qui ont permis à plus de 20 000 personnels de baisser d'une tranche tarifaire et mécaniquement voir leur coût repas diminuer.

Pour l'UNSa Justice, le budget 2027 doit également permettre un meilleur pilotage de la restauration, avec un suivi renforcé des conventions.

L'UNSa Justice demande de sécuriser les crédits consacrés à « Orphéopolis », afin de garantir dans la durée l'accompagnement des enfants confrontés à la disparition d'un parent. Les aides sociales et les dispositifs portés par la Fondation d'Aguesseau doivent également disposer de moyens suffisants pour répondre aux accidents de la vie, aux difficultés financières et aux besoins des familles.

Dans les territoires ultramarins, l'effort engagé doit être poursuivi afin de garantir une véritable équité entre l'Hexagone et les Outre-mer, notamment en matière de restauration, de petite enfance et d'accompagnement social.

Concernant les CRAS et les associations qui constituent un relais indispensable auprès des personnels, **l'UNSa Justice** exige que leur engagement soit enfin reconnu par des moyens, du temps dédié et de la formation.

Face à l'ensemble de ces éléments, **l'UNSa Justice exige une augmentation très significative du budget de l'action sociale pour l'année 2027.**

L'UNSa Justice
l'action utile !

Paris, le 8 septembre 2026

Le Secrétaire général
Jean-François FORGET